

Actualités

Le mouvement du 15-M : social et « libéral », générationnel et « assembléiste »

Un témoignage

Le 22 mai 2011 était la date fixée pour les élections municipales dans toute l'Espagne et les élections parlementaires dans les communautés autonomes (à l'exception des nationalités historiques : la Catalogne, le Pays Basque, la Galice et l'Andalousie). La campagne électorale laissait présager – et ce fut en effet le cas – une victoire écrasante du Parti populaire, les citoyens rejetant la responsabilité de la crise sur le gouvernement, beaucoup d'électeurs de gauche s'abstenant, certains passant à droite, d'autres à la « gauche de la gauche ».

Le 29 septembre 2010, les syndicats UGT et CC.OO¹ avaient appelé à une grève générale qui fut très suivie par les ouvriers, mais beaucoup moins dans le secteur des services. Ce succès relatif de la grève a dissuadé les syndicats de poursuivre la mobilisation, tout en maintenant un discours très critique à l'égard des réformes néolibérales entreprises par le gouvernement socialiste de Zapatero. Celui-ci, confronté à la crise économique après quatre ans de gouvernement de centre-gauche, avait accepté les exigences de l'Union Européenne et imposé un ajustement économique sévère, provoquant deux types de réactions chez les électeurs

JOSÉ LUIS MORENO PESTAÑA
Sociologue et philosophe
espagnol. Il a participé
activement aux événements du
15 mai à Madrid.

décus. Certains pensaient que Zapatero avait trahi ses engagements de gauche. D'autres voyaient dans son changement de politique un exemple de la dictature économique néolibérale et de l'impuissance des gouvernements démocratiques à représenter leurs électeurs. Cette dernière interprétation est essentielle pour comprendre le mouvement du 15-M.

Après la grève générale, quelques groupes, encouragés par les militants de gauche, ont essayé de poursuivre la mobilisation, mais les échos ont été très limités. En fait, les manifestations du 1^{er} mai 2011 n'ont pas rassemblé beaucoup de monde, même si l'ombre de la Grèce et du Portugal angoissait le gouvernement et beaucoup de citoyens. Entre la grève générale et le 1^{er} mai, la ministre de la Culture, Ángeles González-Sinde, avait proposé une loi pénalisant les téléchargements sur Internet, provoquant la colère de ceux qui ont lancé la consigne *No les votes* (« Ne vote pas pour eux »), visant le Parti populaire et le Parti socialiste. Les

1. UGT : Union générale des travailleurs
CC.OO. : Commissions ouvrières.

révolutions égyptienne et tunisienne ont mis en évidence l'efficacité des réseaux sociaux pour mobiliser la population et proposé un nouveau répertoire d'actions dont l'occupation des places publiques est devenue le symbole.

Un des groupes nés des réseaux Internet, *Democracia Real Ya* (Démocratie réelle déjà) a convoqué dans toutes les villes espagnoles une manifestation qui devait avoir lieu le 15 mai. Le slogan « *Democracia Real Ya. No somos mercancía en manos de políticos y banqueros* » (« Démocratie réelle tout de suite. Nous ne sommes pas une marchandise dans les mains des politiciens et des banquiers ») était précis sans être idéologiquement connoté. Il était précis parce qu'il synthétisait l'expérience de beaucoup de citoyens devenus des otages des banques et déçus par l'impuissance des politiques à faire face à la crise. Il n'était pas idéologiquement connoté parce que c'était un sentiment qui rassemblait les citoyens, au-delà de leur préférences politique de droite ou de gauche.

Les manifestations, sans références politiques (les emblèmes partisans ont été interdits par les organisateurs), ont réuni beaucoup de personnes qui n'auraient pas répondu aux convocations des syndicats ou des organisations politiques mais qui désiraient faire connaître leur mécontentement, de s'y retrouver. En outre, elles ont fait la preuve qu'il était possible de mobiliser la population sans passer par les organisations auxquelles on faisait un ensemble de reproches. Mais contre quoi les participants se mobilisaient-ils ? Au moins contre le modèle de capitalisme dominant et contre la professionnalisation de la politique, avec ses séquelles de corruption et ses disputes médiatiques perçues comme absurdes. Après la manifestation, de petits groupes de personnes

ont décidé de camper sur la place de la Puerta del Sol de Madrid et, peu à peu, dans beaucoup de villes espagnoles.

Le modèle de la place Tahrir du Caire se diffusait en Espagne et un énorme drapeau égyptien est apparu à la Puerta del Sol. La révolution égyptienne était un mouvement de jeunes, cultivés, organisés en réseaux grâce à Internet et elle affrontait des hommes politiques corrompus ainsi que la misère économique imposée par les organisations internationales. Le mouvement en Égypte était difficile à classer par rapport aux catégories politiques traditionnelles « droite » / « gauche » : soulèvements démocratiques (et, en ce sens, « occidentaux »), générationnels et, bien entendu, sociaux, contre ce qu'ils percevaient comme « un vol » des politiques et des organisations économiques internationales. Ce cadre (démocratie, lutte générationnelle et défense de l'État social) forme un triangle au sein duquel s'articule le mouvement. Ce triangle permet plusieurs combinaisons et, par conséquent, des différences, mais il exprime aussi une identité partagée.

Un mouvement contre le néolibéralisme

La crise économique a entraîné la ruine de nombre de petits entrepreneurs et l'endettement de beaucoup de particuliers. La colère contre les banques, perçues comme responsables de la crise, peut se reconnaître dans des discours plus libéraux ou plus socialistes. Ainsi, un des leaders du mouvement, Pablo Gallego, étudiant dans une institution universitaire élitiste d'études commerciales, insiste sur la défense des petits entrepreneurs. Il veut éviter que les banques soient renflouées avec de l'argent public et maintenir le caractère public non seulement du système d'ensei-

gnement et du système de santé, mais aussi de la banque. Le libéralisme de Pablo Gallego, explicitement revendiqué, diffère du « néolibéralisme » qui se résume, selon lui, à « la privatisation des bénéfiques et la socialisation des pertes »².

Mais ce discours peut coexister avec une critique radicale du néolibéralisme portée par des militants et des intellectuels issus de la gauche pour lesquels le libéralisme n'a pas de connotation positive. Dans tous les cas, les références au socialisme ou aux expériences revendiquées par la gauche anticapitaliste (le Venezuela, la Bolivie et Cuba) ont été absentes du discours public du mouvement. Ce n'est pas par hasard si Stéphane Hessel, dont le livre *Indignez-vous (Indignáos)*³ est considéré comme une référence du 15-M, lie son engagement à gauche à des références démocratiques (résistant antinazi, rédacteur de la Déclaration des droits de l'homme) et libertaires (partisan des écologistes français). L'Islande est la seule « révolution » citée comme référence : elle montre que le pouvoir parlementaire démocratique peut l'emporter sur l'oligarchie financière internationale.

L'incapacité de la gauche radicale à défendre des modèles économiques propres met en évidence le discrédit des expériences socialiste et communiste : c'est une leçon importante du mouvement du 15-M. Ce discrédit de la culture de gauche se manifeste également dans le caractère national du mouvement. La gauche espagnole, très servile vis-à-vis du nationalisme, a été débordée par un

mouvement qui a revendiqué des réformes de la loi électorale portant préjudice aux organisations nationalistes et qui n'a pas eu honte de parler de l'Espagne comme d'un espace partagé (et non de « l'État espagnol », terme fétiche de la gauche radicale).

Un nouvel espace intellectuel peut ainsi s'ouvrir dans la lutte contre le néolibéralisme : issu de la convergence, d'une part, du libéralisme de la première génération (le terme « libéral », consacré durant la Révolution espagnole de 1812, fait référence aux valeurs pré-politiques de générosité et de tolérance, en opposition à la servilité) et, d'autre part, du libéralisme « anticapitaliste » de Thomas Jefferson avec le républicanisme politique et philosophique, présent dans le *mainstream* académique (l'irlandais Philip Pettit, l'anglais Quentin Skinner, les philosophes espagnols Antoni Domènech ou Félix Ovejero). Ce républicanisme peut renouveler intellectuellement la tradition du socialisme démocratique (de Jean Jaurès à Salvador Allende) et fournir un héritage de poids à une partie de la tradition marxiste et « critique ».

Un mouvement de réaffirmation générationnelle

En même temps qu'il rejette l'offre politique disponible, le mouvement a produit une génération politique : celle du 15-M. D'une part, le mouvement est doté d'instruments de mobilisation propres, comme Twitter ou Facebook, qui différencient l'expérience des différentes classes d'âge. D'autre part, il a un langage de mobilisation propre, basé sur la non-violence – popularisée dans les années 1980 et 1990 par le mouvement antimilitariste espagnol – et fait appel aux techniques de gestion des conflits issues de la

2. P. Gallego, « El cambio comienza en ti », AA.VV, *Nosotros, los indignados. Las voces comprometidas del 15-M*, Barcelona, Destino, 2011, p. 31.

3. Hessel S., *Indignez-vous*, Montpellier, Indigène éditions, 2010.

culture psychologique et thérapeutique. Toutes les assemblées du 15-M avaient des « commissions de respect » et, dans certaines d'entre elles, des ateliers de spiritualité *new age* étaient organisés. À ma connaissance, aucune assemblée n'organisait des ateliers de marxisme⁴. Le mouvement a été confronté à deux défis, en mobilisant des ressources issues de cette culture non violente. Le 21 mai, veille des élections municipales et journée de réflexion, le mouvement a convoqué une journée de réflexion active malgré l'interdiction gouvernementale de manifester. J'ai participé à un rassemblement de plus de 3 000 personnes dans lequel on respectait les passages piétons et on marchait en file sur les trottoirs. Peu avant la mobilisation convoquée pour le 19 juin, les affrontements devant le parlement catalan ont provoqué une tension pacifiste intense, qui s'est concrétisée dans de grandes mobilisations et des appels à dénoncer les violences (face à l'impuissance de la gauche radicale, allergique à l'accusation de ceux qui luttent contre les « appareils répressifs »). En troisième lieu, la concurrence avec des jeunes d'autres pays a stimulé le mouvement : « Nous avons réussi à faire remonter l'estime de nous-mêmes et à nous débarrasser d'un tas d'étiquettes et de stigmates [...] Combien de jeunes avaient dû entendre leurs oncles dire, la nuit de Noël ou du 31 décembre, que nous ne faisons rien et que nous ne faisons que picoler ! Jusqu'il y a peu de temps, nous-mêmes, lorsque nous regardions les protestations en Angleterre, en Grèce ou en France, on regardait celui qui était à côté et on pensait qu'il

n'était pas assez dynamique pour en faire autant »⁵. La création d'un référent jeune, européen et international, consolidée par la mobilité des étudiants et les migrations, a transformé la mobilisation en un signe de démarcation non seulement par rapport aux personnes plus âgées mais aussi par rapport aux jeunes d'autres pays. Un de mes amis m'a raconté qu'à la fin d'une mobilisation de soutien au 15-M, à Paris, une jeune-fille a pris le mégaphone pour dire : « Il faut bouger, nous n'allons pas permettre que les Espagnols l'emportent sur nous pour la première fois ».

Cette identité générationnelle semble se renforcer. Les partis politiques, de la droite jusqu'à la gauche radicale, laissent peu de chances à ceux qui ne sont pas socialisés dans leur univers d'intrigues et de soumission hiérarchique. Leur discrédit est énorme et il est impensable qu'ils puissent absorber un nombre significatif des participants au mouvement. La culture hyper idéologique de la gauche intellectuelle n'attire pas beaucoup, entre autres raisons parce qu'elle n'est pas du tout comprise (j'ai été témoin de scènes très comiques à ce sujet). Par ailleurs, la crise économique continuera à produire des jeunes très diplômés qui ont le sentiment d'être maltraités. Enfin, la présence d'un grand nombre de personnes âgées dans les manifestations et les assemblées va de pair avec la reconnaissance explicite des qualités de ce mouvement de jeunes, « apolitique et a-syndical », ce qui ne fait que renforcer l'identité générationnelle du 15-M.

Un mouvement « assembléiste »

Les campements ont constitué un lieu de cohabitation et de débat qui s'étendait

4. Mais il faut noter que, parfois, il y avait des ateliers sur Spinoza, référent d'une partie de la gauche académique et il est significatif que l'on se réfère à lui (penseur « démocrate » plus que socialiste).

5. AAVV, *Las voces del 15-M*, Barcelona, Los libros del Lince, 2011, p. 47.

bien au-delà de la Puerta del Sol. Ainsi, pendant la première semaine du mouvement, sans doute la plus intense, des réunions quotidiennes, parfois de plus de cinq heures, rassemblaient de 500 à 1 000 citoyens à Cadix (125 000 habitants) : j'y ai participé. Tous, évidemment, n'intervenaient pas : il y avait des orateurs habitués, d'autres qui intervenaient épisodiquement mais qui suivaient les discussions, d'autres qui partaient après être intervenus, et d'autres encore peut-être les plus intéressants du point de vue sociologique qui, sans intervenir, écoutaient les discussions avec intérêt et patience, approuvant les dires des orateurs par des applaudissements et, parfois, par de brefs commentaires. Par la suite, l'assistance aux assemblées a diminué, mais des réunions très longues ont continué à attirer 200 à 600 personnes, rassemblées dans des endroits publics, parfois munies de chaises et, apparemment, d'âges et de conditions sociales divers.

Toute comparaison historique implique la prudence, mais cette jouissance dans la discussion publique rappelle la passion et la curiosité que suscitaient les jurés populaires dans l'Athènes de Périclès et les paroles de John Adams, recueillies par Hannah Arendt⁶ : « le désir d'être vu, écouté, approuvé et respecté » et, pourrait-on ajouter, « le désir de voir, d'entendre, d'approuver et de respecter » constituent un moteur fondamental de la participation dans les mobilisations publiques. Malgré l'apparition d'un discours unissant activité politique et sacrifice, ceux qui sont restés dans le mouvement ont pu constater les regrets de beaucoup de personnes qui quittaient l'assemblée, parfois à 22 heures,

après trois heures de discussion. Paradoxalement, les premières semaines, les assemblées étaient irritantes, au moins pour ceux qui étaient les plus socialisés politiquement (moi, entre autres). Nous contemptions avec impatience la succession des interventions, le chaos discursif et l'incapacité à résoudre des problèmes importants. Nous voulions des assemblées instrumentales, au service d'une cause, alors que ce qui motivait la plupart des gens c'était l'assemblée elle-même⁷.

Le 10 juillet, il y a encore des assemblées. Après la levée des campements, elles se sont déplacées dans les quartiers. La semaine prochaine, je dois assister à deux assemblées, dont l'une débattrait sur une place des problèmes de la démocratie participative. L'émotion partagée que provoque le débat, au milieu de la rue, est si intense que je présume que les assemblées ne se videront pas facilement. Le capital culturel n'impose pas ses normes et ne limite pas la participation : une certaine culture anti-intellectuelle, avec ses lumières et ses ombres, l'empêche. C'est l'aspect organisationnel qui a la priorité dans les assemblées (le *capital militant* qui permet de réaliser des activités), ce qui désactive les hiérarchies culturelles qui dominent dans les discussions idéologiques. Ces discussions seraient d'ailleurs inévitablement pauvres, compte tenu de la mince culture théorico-politique de la plupart des participants. La méfiance à l'égard des manœuvres des partis empêche que les assemblées soient colonisées par des groupes organisés qui les défigureraient. Le roulement des postes et le contrôle des représentants est

6. H. Arendt, *Sobre la revolución*, Madrid, Alianza, 2009, p. 158.

7. J'ai fait une ethnographie du premier mois d'assemblées in J. L. Moreno Pestaña, « Pensar la palabra libre con Michel Foucault. Una etnografía de las asambleas del 15-M », *Pasajes de pensamiento contemporáneo*, n° 36.

obsessionnel et provoque, parfois, l'irritation. L'assemblée commence à s'impatienter après une heure de discussion sur le changement ou le maintien d'un point de l'ordre du jour. Quelqu'un dit : « Ce n'est pas facile, mais c'est une véritable démocratie. Il n'y a pas d'autre chemin ». La discussion se poursuit avec le sentiment partagé, illusoire ou non, d'approfondir la *Spanish revolution*. Tant que cette croyance se maintiendra, le mouvement se consolidera et s'élargira. ■